Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 38 (2001)
Heft: 1482

Titelseiten

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 04.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Domaine Public

domainepublic.ch

D'abord Berne, après Gênes

LES MANIFESTANTS DE GÊNES, DES JEUNES SURTOUT, ET UNE AMBIANCE FESTIVE JUSQU'AU MOMENT OÙ TOUT BASCULA DANS LA violence. Un seul chef d'État présent en Ligurie, Jacques Chirac, fit remarquer que l'on ne rassemble pas 150000 personnes par hasard et qu'il y avait là l'indice de quelque chose de très profond.

Les Irlandais ont refusé le 9 juin avec 54% de non et à la surprise générale la ratification du traité de Nice portant sur l'élargissement de l'Union européenne. Tous les grands partis et l'église catholique, qui n'est pas une force négligeable dans ce pays, avaient appelé à voter en faveur du traité. Depuis le référendum d'adhésion en 1972 où le oui l'emporta avec 71%, les citoyens de l'Éire se sont rendu quatre fois aux urnes pour donner leur avis sur des traités européens avec des majorités favorables de plus en plus faibles, jusqu'à cette votation du 9 juin. Un sondage est effectué régulièrement sur l'état de l'opinion dans les pays de l'Union. Selon les résultats du mois d'août, les citoyens des Quinze considèrent à 48% que l'appartenance de leur pays à l'Europe est une bonne chose. Depuis que cette question est posée, c'est la première fois que l'adhésion à l'idée européenne passe sous la barre des 50%.

Tous ces événements, auxquels nous pourrions ajouter la poussée de l'UDC blochérienne en Suisse, sont l'indice d'un sentiment de dépossession dans la population du continent, de perte de maîtrise de son destin. L'ouvrier de Kreuzlingen qui donne sa voix à l'UDC, l'Italien des *tute bianche* qui manifeste à Gênes et l'éleveur irlandais qui vote non à l'Europe adhèrent à des courants politiques fort différents, mais ils ont en commun ce sentiment qu'il leur faut donner de la voix s'ils ne veulent pas perdre pied.

La solution se situe non seulement dans plus de démocratie à l'échelon européen ou mondial, mais aussi dans une meilleure transparence des choix nationaux. Le fonctionnement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en est un bon exemple. Ce sont les Etats membres qui en sont l'élément actif et déterminant. Les décisions prises sont des compromis issus de positions nationales et c'est dans le cadre des débats internes à chaque pays qu'une meilleure information doit être exigée sur les prises de position et sur le contenu des mandats de négociation. Nous avons besoin de plus de régulation, d'une Organisation mondiale du commerce efficace, d'une Europe forte ; tout comme nous devons engager la discussion, d'abord au niveau national. La démocratie directe a permis un débat en Suisse pour l'adhésion au FMI, à la Banque mondiale et pour la ratification des bilatérales, mais l'opacité reste trop grande autour de l'OMC. C'est la tâche des parlementaires et du Conseil fédéral d'y remédier. JG

La solution se situe dans une meilleure transparence des choix nationaux

(Lire aussi l'article en page 2.)

Sommaire

Mondialisation : Les prudentes réponses de l'OMC (p. 2)

Coûts de la santé : Petite réforme, grands effets (p. 3)

Visite de Vaclav Havel : De la nécessité de revisiter les mythes (p. 4)

Travailleurs pauvres : Quand le salaire ne nourrit pas (p. 5)

A Saignelégier : Les cultures de notre culture (p. 7)

OGM : Comment croiser démocratie et génie génétique? (p. 8)

JAA 1002 Lausanne
Annoncer les rectifications d'adresses

24 août 2001
Domaine Public n° 1482
Depuis trente-huit ans,
un regard différent sur l'actualité